

NUCLEAIRE

LE NON PACIFIQUE DE KAZAN

Refuser la fatalité : c'est le mot d'ordre des habitants de Kazan qui s'opposent à la construction irréfléchie d'une centrale nucléaire sur un site géologique à risques. Mais les partisans du projet ne manquent pas d'arguments. Signe des temps : la confrontation a été pacifique. Même si rien ne semble pouvoir arrêter la machine.



Un mouvement de protestation qu'appuient les milieux scientifiques.

deux jours durant, un camp de toile s'est installé dans un endroit pittoresque appelé Kamskie Poliany et situé au nord de la Kama, un affluent de la Volga. Ces tentes avaient été dressées par les participants à une marche de protestation contre la construction d'une centrale atomique dans la République autonome de Tatarie (67 800 km² et plus de trois millions et demi d'habitants).

Les scientifiques de la République de Tatarie s'opposent à la construction de la centrale. A en juger d'après la presse et la télévision, c'est aussi l'opinion de la majorité de la population. Au printemps de cette année, le secrétaire du comité régional du Parti, Goumer Ousmanov, et le président du Conseil des ministres de la république, Mintimer Chaimiev, se sont adressés au Conseil des ministres de l'URSS pour demander que le projet soit soumis à une expertise supplémentaire non sectorielle.

Mais, depuis le début des années 80, la construction de la centrale nucléaire de Tatarie suit son cours comme prévu et ni les discussions ni les protestations n'y ont été jusqu'à présent un obstacle. Des rumeurs se répandirent à Kazan alors que la commission non sectorielle travaillait à Moscou, qui affirmaient que le premier réacteur atomique était achevé, qu'il se trouvait même déjà à la centrale.

Pas de fatalité

Le soir, à la veille de la marche, ses participants, des étudiants, des ouvriers, des savants, jeunes pour la plupart, s'étaient rassemblés sur le « poêle » -c'est ainsi que l'on appelle une petite aire devant le vieux bâtiment de l'université de Kazan-, et quelques heures auparavant, nous avions été témoins d'une table ronde sur le problème de la centrale électrique nucléaire (CEN).

Le représentant de l'Inspection d'Etat de l'URSS pour les centrales atomiques était venu de Moscou, pour s'informer de la situation. Que craignait donc la population ?

Deux séismes d'intensité 6, imagina-t-on, avaient été enregistrés dans les environs des villes de Nijnekamsk, de Naberjnye Tchelny et de Elabouga. Sur le chantier de la CEN de Tatarie, l'intensité des secousses atteignait 6,5 degrés d'intensité. Une installation énergétique y était détruite et un réacteur atomique en souffrait sérieusement. Les habitants de la cité des énergéticiens et des villages environnants étaient évacués de la zone. Plus d'un million de personnes devaient être évacués des trois villes en question. La pollution des eaux souterraines provoquait la contamination radioactive des bassins artésiens de Volgo-Soursk et de Viatka-Kama et des territoires importants restaient sans eau potable.

La catastrophe à la centrale hydraulique de Nijnekamsk avait des conséquences tragiques. La vague de

draulique située en amont du fleuve. Les savants de Tatarie sonnent le glas. Des erreurs impardonnables ont été commises lors du choix de l'emplacement de la CEN.

Il y a aussi des malheurs à plus proche échéance. Cinq mille hectares de terres fertiles vont disparaître dans la vallée des trois cours d'eau. Vingt-cinq kilomètres carrés de prés fertiles s'en iront au fond du bassin de refroidissement qui englutira des dizaines de lacs, de cours d'eau et de baies. Le barrage du bassin est construit - contrairement aux normes - pratiquement sur les baies de deux rivières, la Kama et la Chechma. Les propriétés de l'eau d'écoulement ne sont pas encore étudiées jusqu'au bout, or l'effet de la pollution thermique à lui seul (la température des bassins d'eau à proximité de la CEN augmentera de cinq à six degrés) menace de violer l'équilibre écologique dans la région.

La centrale est en outre construite sans projet approuvé et l'expertise écolo-

gique de celui-ci sera achevée dans le troisième trimestre de l'année prochaine. Selon le représentant de l'Inspection d'Etat pour les centrales nucléaires, la construction des centrales atomiques sans projets finis et approuvés est plutôt une règle qu'une exception. N'est-ce pas pour cette raison qu'un grand nombre d'entre eux est abandonné alors que des millions ont déjà été investis ?

La construction de la centrale thermique atomique d'Odessa située sur une faille tectonique a été suspendue grâce à l'ingérence des savants. Un groupe de spécialistes étrangers procède actuellement à l'expertise de la centrale de Crimée (cinq cents millions ont déjà été investis dans le chantier). La construction des centrales a été arrêtée à Minsk, sur le territoire de Krasnodar, dans la région d'Oulianovsk. La centrale nucléaire de Tchigui... a été fermée. Des millions ont été enfouis dans la terre. Pouvons-nous nous permettre une telle prodigalité ? Mais souvenons-nous du prix de Tchernobyl, officiellement évalué à huit milliards et demi de roubles !

Quant aux études préalables avant le début des travaux en Tatarie, elles ne sont revenues qu'à 11 000 roubles. Comparons-les aux 2,5 milliards assignés pour les deux tranches de cette centrale atomique ou bien avec les 480 millions déjà dépensés. On a raison de dire que l'avare paie deux fois.

Avant la tragédie de Tchernobyl, les dirigeants de nombreuses régions se battaient littéralement au Conseil des ministres aussi bien pour les usines chimiques que pour les centrales nucléaires. L'emplacement, pour elles, était souvent choisi « par téléphone ». La situation en Tatarie n'est hélas pas une exception. Mêmes les partisans de l'énergie nucléaire excluent aujourd'hui ce principe de répartition des CEN. Il faut de nouvelles approches du problème. Lesquelles ? Les participants à la marche de protestation en Tatarie appelaient à la nécessité d'un référendum en ce qui concerne toutes les centrales atomiques.

Une confrontation

Personne ne se représentait en détail comment se déroulerait cette première marche de protestation contre les CEN. De Kazan à Nijnekamsk, ils sont arrivés par la rivière en « Météor » et de là il fallait faire près de cinquante kilomètres à pied. Ils débarquèrent sur le quai de Nijnekamsk avec des nourrissons, des chiens, chargés de sacs à dos, des tentes et des placards, en pleine chaleur : 36 degrés à l'ombre. A Nijnekamsk, ils apprirent que la direction du chantier de la centrale atomique avait envoyé des cars pour les manifestants. Il fut décidé de faire seulement une partie du trajet à pied, puis de profiter des cars. A mon avis, c'était un pas raisonnable car de nombreux enfants ne seraient pas parvenus jusqu'à la centrale. Cependant, les « atomiciens » avaient provisoirement pris l'initiative. Ce sont même eux qui ont proposé l'endroit pour la cité de toile. Ils ont voulu eux-mêmes rencontrer les participants à la marche et ont passé une heure et demie près des tentes à répondre aux questions, à convaincre de leur justesse en rappelant les chiffres : pour la part des CEN dans l'énergie électrique, l'Union soviétique se classe au 18^e rang dans le monde ; les réserves de nos capacités énergétiques ne constituent que 3 % (contre 30 % aux Etats-Unis). Pour l'an 2000, le déficit d'énergie électrique peut constituer 15 % à 16 %, nous perdons 18 % du revenu national. Construire des centrales hydrauliques et thermiques ? Mais pour le développement des premières nous avons déjà inondé de nombreux milliers d'hectares de terre, déménagé des centaines de millions de personnes, quant aux cen-

trales thermiques, elles brûlent le gaz naturel et le pétrole, provoquant « l'effet de serre » sur la planète.

Les participants à la marche contestaient leurs arguments.

Albert Garapov, ingénieur-physicien, membre du club écologique de Kazan déclare : « Chez nous, dans le pays, les centrales atomiques produisent un dixième de toute l'énergie électrique, soit moins que peuvent économiser les technologies épargnant l'énergie. L'activité des centrales nucléaires accroît le fond radiologique général dont l'action sur l'homme peut se manifester au bout de quelques générations. Et, enfin, pourquoi construire des CEN en Tatarie si la république produit deux fois plus d'énergie qu'elle en consomme ? Pour l'exporter à des centaines de kilomètres ? »

Youri Kotov, député du peuple, dirigeant de la chaîne d'écologie et de la protection de la nature de l'université de Kazan ajoute : « Avec notre niveau technologique, c'est un suicide que de créer de nouvelles CEN. Il faut que nous nous demandions une fois de plus si nous saurons assurer la sécurité de la population ».

Cinq cents millions ensevelis

Une voiture radio veillait toute la nuit près des tentes. On nous tenait ouvertement sous surveillance. Mais le matin, les participants à la marche décidèrent de renoncer aux contacts avec les atomiciens et se dirigèrent vers la centrale. Nous n'avons pas eu besoin de franchir palissades et enceintes, il n'y en avait pas. Sur un immense territoire, les champs étaient encore ensemenés de mais mais au-delà s'ouvrait le panorama sur la cité des quarante mille énergéticiens. A l'horizon, de tous les côtés, se dressaient les bâtiments des services auxiliaires et des montagnes de déblai à côté des nouvelles fouilles. Nous nous approchâmes enfin d'une barrière, devant le bâtiment de la première installation énergétique. Un gigantesque camion-grue tenait sa flèche suspendue au-dessus de nos têtes et les bâtiments imposants témoignaient que les travaux des bâtisseurs touchaient à leur fin.

Les voilà, les cinq cents millions ensevelis dans la terre. Ni les menaces les plus terribles ni la foule indignée avec les placards devant les installations énergétiques n'arrêteront les bâtisseurs.

Youri Voronine, vice-président du Conseil des ministres et président du Gosplan de Tatarie a pris la parole à cette même table ronde de Kazan au nom du gouvernement de la république.

« L'avis du gouvernement, a-t-il dit, est fondé sur les déductions des savants de Kazan ; s'ils sont certains que l'emplacement de la centrale a été mal choisi, il ne faut pas la construire. » Le Gosplan de Tatarie a décidé d'assigner l'année prochaine cinq millions pour la conservation de la partie industrielle de la centrale.

Le gouvernement de la Tatarie autonome est-il en droit d'en décider ainsi, quand la résolution en faveur de la construction a été prise au niveau fédéré ? C'est ce que j'ai demandé au député du peuple Youri Kotov alors que nous nous trouvions près de la première installation énergétique dans le groupe de manifestants scandant : « A bas la centrale ! »

« J'agirai de façon plus déterminée encore, sans attendre jusqu'à l'année prochaine, m'a-t-il répondu. Il faut se hâter tant que le réacteur n'est pas encore arrivé. »

Natalla Davydova
Kazan-Nijnekamsk-Kamskie Poliany